

8° l'élaboration d'une procédure d'optimalisation générale et simplifiée ou une feuille de route avec des mesures REG qui peuvent être appliquées à toutes les installations collectives comparables dans des projets de logements sociaux;

9° la large notification et la diffusion des résultats parmi les SHM et leurs projeteurs, ainsi que parmi un public cible plus large.

Cette étude est menée sous la direction de la VMSW en collaboration avec entre autres des SHM, des institutions de recherche spécialisées, des fournisseurs, des installateurs, des firmes d'entretien et des bureaux d'étude.

CHAPITRE IV. — *Rapportage et dispositions finales*

Art. 10. La VMSW fait chaque année rapport au Ministre flamand chargé du logement et au Ministre flamand, chargé de la politique de l'énergie, au plus tard le 30 octobre, sur les montants des subventions versés :

1° par SHM pour le remplacement de vitrage simple;

2° en fonction de l'avancement de l'élaboration de la procédure d'optimalisation pour les installations collectives.

Ce rapport fait également état des intérêts perçus par la VMSW sur la part de la subvention non encore octroyée. Ces intérêts peuvent être affectés par la VMSW aux mêmes objectifs et aux mêmes conditions que la subvention elle-même.

Art. 11. Le Ministre flamand qui a l'aménagement du territoire dans ses attributions et le Ministre flamand qui a l'énergie dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 30 avril 2009.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
K. PEETERS

Le Ministre flamand des Affaires intérieures, de la Politique des Villes, du Logement et de l'Intégration civique,
M. KEULEN

La Ministre flamande des Travaux publics, de l'Energie, de l'Environnement et de la Nature,
Mme H. CREVITS

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2009 — 2123

[C - 2009/29309]

3 AVRIL 2009. — Décret relatif à la régulation des inscriptions des élèves dans le premier degré de l'enseignement secondaire (1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. L'article 80, § 1^{er}, alinéas 5 et suivants, et § 4, et § 5, et l'article 88, § 1^{er}, alinéas 4 et suivants, et § 4, et § 5, du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, modifiés par les décrets du 8 février 1999, du 5 juillet 2000, du 19 juillet 2001, du 28 janvier 2004, du 8 mars 2007, du 19 octobre 2007 et du 18 juillet 2008 ne s'appliquent pas aux demandes d'inscription pour l'année scolaire 2010-2011 et pour les années scolaires suivantes.

Pour l'année scolaire 2010-2011, ainsi que pour les années scolaires suivantes, aucune demande d'inscription en première année du premier degré de l'enseignement secondaire ordinaire ne peut être enregistrée avant le 15 février 2010.

Art. 2. Le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre est modifié comme suit :

1° à l'article 80, § 1^{er}, alinéa 5, 1° est ajoutée la disposition suivante :

« Les établissements ayant organisé une phase de classement telle que définie au § 4 du présent article peuvent augmenter le nombre d'élèves que l'établissement peut accueillir en 1^{ère} année du 1^{er} degré. Dans ce cas, le chef d'établissement informe l'Administration de cette augmentation. »;

2° à l'article 88, § 1^{er}, alinéa 4, 1° est ajoutée la disposition suivante :

« Les établissements ayant organisé une phase de classement telle que définie au § 4 du présent article peuvent augmenter le nombre d'élèves que l'établissement peut accueillir en 1^{ère} année du 1^{er} degré. Dans ce cas, le pouvoir organisateur informe l'Administration de cette augmentation. »

Art. 3. A l'article 80, du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, modifié par les décrets du 8 février 1999, du 5 juillet 2000, du 19 juillet 2001, du 28 janvier 2004, du 8 mars 2007, du 19 octobre 2007 et du 18 juillet 2008 est ajouté un § 5 libellé comme suit :

« § 5. Lorsqu'un élève est en ordre utile dans plus d'une école, les parents ou la personne investie de l'autorité parentale, précisent aux établissements concernés ou à la commission visée au § 3 dans un délai de 10 jours ouvrables à compter du moment où ils en sont avertis, l'école dans laquelle ils maintiennent leur demande d'inscription.

A la demande d'une des commissions zonales visée au § 3, ou à la demande conjointe d'une des commissions zonales précitées et de la commission décentralisée visée à l'article 88, § 3, les parents ou la personne investie de l'autorité parentale peuvent être invités à classer les écoles où ils sont encore en demande d'inscription dans l'ordre de leurs préférences. Ils renvoient ce classement à l'adresse indiquée dans un délai de 10 jours ouvrables à compter de la demande.

En l'absence de réponse à la demande de classement des écoles, toutes les écoles sont considérées sur le même pied.

Chaque fois qu'un élève est en ordre utile dans au moins une école, la Cellule constituée des commissions zonales et des commissions décentralisées procède au(x) désistement(s) au(x)quel(s) les parents ou la personne investie de l'autorité parentale auraient procédé conformément aux préférences exprimées. Ces désistements concernent les écoles où les élèves sont en ordre utile comme celles où ils sont en liste d'attente.

Lorsque les écoles sont considérées sur un même pied conformément à l'alinéa 3, la première école où l'élève arrive en ordre utile est considérée comme celle correspondant le mieux à la préférence des parents ou de la personne investie de l'autorité parentale et l'élève est désinscrit des listes des autres écoles. »

Art. 4. A l'article 88, du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, modifié par les décrets du 8 février 1999, du 19 juillet 2001, du 28 janvier 2004, du 8 mars 2007, du 19 octobre 2007 et du 18 juillet 2008 est ajouté un § 5 libellé comme suit :

« § 5. Lorsqu'un élève est en ordre utile dans plus d'une école, les parents ou la personne investie de l'autorité parentale, précisent aux établissements concernés ou à la commission décentralisée visée au § 3 dans un délai de 10 jours ouvrables à compter du moment où ils en sont avertis, l'école dans laquelle ils maintiennent leur demande d'inscription.

A la demande de la commission décentralisée visée au § 3 ou à la demande conjointe de cette commission et d'une des commissions zonales visées à l'article 80, § 3, les parents ou la personne investie de l'autorité parentale peuvent être invités à classer les écoles où ils sont encore en demande d'inscription dans l'ordre de leurs préférences. Ils renvoient ce classement à l'adresse indiquée dans un délai de 10 jours ouvrables à compter de la demande.

En l'absence de réponse à la demande de classement des écoles, toutes les écoles sont considérées sur le même pied.

Chaque fois qu'un élève est en ordre utile dans au moins une école, la Cellule constituée des commissions zonales et des commissions décentralisées procède au(x) désistement(s) au(x)quel(s) les parents ou la personne investie de l'autorité parentale auraient procédé conformément aux préférences exprimées. Ces désistements concernent les écoles où les élèves sont en ordre utile comme celles où ils sont en liste d'attente.

Lorsque les écoles sont considérées sur un même pied conformément à l'alinéa 3, la première école où l'élève arrive en ordre utile est considérée comme celle correspondant le mieux à la préférence des parents ou de la personne investie de l'autorité parentale et l'élève est désinscrit des listes des autres écoles. »

Art. 5. Le décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire est modifié comme suit :

— est inséré un article 22bis rédigé comme suit :

« Article 22bis. Pour l'année scolaire 2009-2010, pour les écoles organisant une phase de classement et concernées par la disposition visée à l'article 80, § 1^{er}, alinéa 5, 1^o, et à l'article 88, § 1^{er}, alinéa 4, 1^o, du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, le nombre d'élèves visés à l'article 22, § 1^{er} inscrits en 1^{ère} année commune est calculé sur la base du nombre d'élèves régulièrement inscrits à la date du 1^{er} octobre 2009. Le NTPP ainsi calculé s'applique à partir du 1^{er} septembre 2009. »

— est ajoutée à l'article 23 la disposition suivante :

« Le nombre de périodes obtenues sur la base de l'article 22bis est déduit du nombre total de périodes-professeurs visées à l'alinéa 1^{er}. »;

— est ajoutée à l'article 23bis la disposition suivante :

« — lorsque le nombre d'élèves que l'établissement peut accueillir en 1^{re} année du 1^{er} degré est augmenté sur la base de la disposition concernant les écoles ayant organisé une phase de classement visée soit à l'article 80, § 1^{er}, alinéa 5, 1^o, soit à l'article 88, § 1^{er}, alinéa 4, 1^o. »

Art. 6. L'article 1^{er} entre en vigueur le 1^{er} octobre 2009.

Les articles 2, 3, 4 et 5 entrent en vigueur le 1^{er} avril 2009.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 3 avril 2009.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté française,

R. DEMOTTE

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et des Relations internationales,

Mme M.-D. SIMONET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, des Finances, de la Fonction publique et des Sports,

M. DAERDEN

Le Ministre de l'Enseignement obligatoire,

C. DUPONT

La Ministre de la Culture et de l'Audiovisuel,

Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,

Mme C. FONCK

Le Ministre de la Jeunesse et de l'Enseignement de Promotion sociale,

M. TARABELLA

—
Note

(1) *Session 2008-2009.*

Documents du Parlement. — Projet de décret, n° 684-1. — Amendements de commission, n° 684-2. — Texte adopté par la Commission n° 684-3.

Compte-rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 24 mars 2009.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2009 — 2123

[C - 2009/29309]

3 APRIL 2009. — Decreet tot regeling van de inschrijvingen van de leerlingen in de eerste graad van het secundair onderwijs (1)

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Artikel 80, § 1, vijfde lid en volgende leden, en § 4, en § 5, en artikel 88, § 1, vierde lid en volgende leden, en § 4, en § 5, van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, gewijzigd bij de decreten van 8 februari 1999, 5 juli 2000, 19 juli 2001, 28 januari 2004, 8 maart 2007, 19 oktober 2007 en 18 juli 2008, zijn niet van toepassing op de aanvragen om inschrijving voor het schooljaar 2010-2011 en voor de volgende jaren.

Voor het schooljaar 2010-2011, alsook voor de volgende jaren, kan geen aanvraag om inschrijving in het eerste jaar van de eerste graad van het gewoon secundair onderwijs vóór 15 februari 2010 worden opgenomen.

Art. 2. Het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, wordt gewijzigd als volgt :

1° in artikel 80, § 1, vijfde lid, 1°, wordt de volgende bepaling toegevoegd : « De inrichtingen die een rangschikkingsfase zoals bepaald in § 4 van dit artikel hebben georganiseerd, kunnen het aantal leerlingen verhogen die de inrichting in het eerste jaar van de eerste graad kan ontvangen. In dat geval brengt het inrichtingshoofd de administratie op de hoogte van die verhoging. »;

2° in artikel 88, § 1, vierde lid, 1°, wordt de volgende bepaling toegevoegd : « De inrichtingen die een rangschikkingsfase zoals bepaald in § 4 van dit artikel hebben georganiseerd, kunnen het aantal leerlingen verhogen die de inrichting in het eerste jaar van de eerste graad kan ontvangen. In dat geval brengt de inrichtende macht de administratie op de hoogte van die verhoging. »

Art. 3. In artikel 80 van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, gewijzigd bij de decreten van 8 februari 1999, 5 juli 2000, 19 juli 2001, 28 januari 2004, 8 maart 2007, 19 oktober 2007 en 18 juli 2008, wordt een § 5 toegevoegd, luidend als volgt :

« § 5. Wanneer een leerling batig gerangschikt is in meer dan één school, delen de ouders of de persoon die de ouderlijke macht uitoefent, de betrokken inrichtingen of de commissie bedoeld in § 3 binnen een termijn van 10 werkdagen te rekenen vanaf het ogenblik waarop ze ervan op de hoogte worden gebracht, de school mee waarin ze hun aanvraag om inschrijving behouden.

Op aanvraag van één van de zonale commissies bedoeld in § 3, of op gezamenlijke aanvraag van één van de voornoemde zonale commissies en van de gedecentraliseerde commissie bedoeld in artikel 88, § 3, kunnen de ouders of de persoon die de ouderlijke macht uitoefent, worden verzocht de scholen waarin ze hun aanvraag om inschrijving behouden te rangschikken in de volgorde van hun voorkeur. Ze sturen die rangschikking naar het vermelde adres binnen een termijn van 10 werkdagen te rekenen vanaf de datum van de aanvraag.

Als geen antwoord op de aanvraag om rangschikking van de scholen wordt gegeven, worden alle scholen geacht op dezelfde voet te staan.

Telkens als een leerling batig gerangschikt is in ten minste één school, verricht de cel die uit de zonale commissies en de gedecentraliseerde commissies bestaat, de intrekkingen die de ouders of de persoon die de ouderlijke macht uitoefent, zouden hebben verricht overeenkomstig de uitgedrukte voorkeur. Die intrekkingen hebben betrekking zowel op de scholen waar de leerlingen batig gerangschikt zijn als op die waar ze op een wachtlijst staan.

Wanneer de scholen geacht worden op dezelfde voet te staan overeenkomstig het derde lid, wordt de eerste school waar de leerling batig gerangschikt is, beschouwd als de school die het best beantwoordt aan de voorkeur van de ouders of van de persoon die de ouderlijke macht uitoefent, en houdt de leerling op ingeschreven te zijn in de andere scholen. »

Art. 4. In artikel 88 van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, gewijzigd bij de decreten van 8 februari 1999, 19 juli 2001, 28 januari 2004, 8 maart 2007, 19 oktober 2007 en 18 juli 2008, wordt een § 5 toegevoegd, luidend als volgt :

« 5. Wanneer een leerling batig gerangschikt is in meer dan één school, delen de ouders of de persoon die de ouderlijke macht uitoefent, de betrokken inrichtingen of de gedecentraliseerde commissie bedoeld in § 3 binnen een termijn van 10 werkdagen te rekenen vanaf het ogenblik waarop ze ervan op de hoogte worden gebracht, de school mee waarin ze hun aanvraag om inschrijving behouden.

Op aanvraag van de gedecentraliseerde commissie bedoeld in § 3, of op gezamenlijke aanvraag van die commissie en van één van de voornoemde zonale commissies bedoeld in artikel 80, § 3, kunnen de ouders of de persoon die de ouderlijke macht uitoefent, worden verzocht de scholen waarin ze hun aanvraag om inschrijving behouden te rangschikken in de volgorde van hun voorkeur. Ze sturen die rangschikking naar het vermelde adres binnen een termijn van 10 werkdagen te rekenen vanaf de datum van de aanvraag.

Als geen antwoord op de aanvraag om rangschikking van de scholen wordt gegeven, worden alle scholen geacht op dezelfde voet te staan.

Telkens als een leerling batig gerangschikt is in ten minste één school, verricht de cel die uit de zonale commissies en de gedecentraliseerde commissies bestaat, de intrekkingen die de ouders of de persoon die de ouderlijke macht uitoefent, zouden hebben verricht overeenkomstig de uitgedrukte voorkeur. Die intrekkingen hebben betrekking zowel op de scholen waar de leerlingen batig gerangschikt zijn als op die waar ze op een wachtlijst staan.

Wanneer de scholen geacht worden op dezelfde voet te staan overeenkomstig het derde lid, wordt de eerste school waar de leerling batig gerangschikt is, beschouwd als de school die het best beantwoordt aan de voorkeur van de ouders of van de persoon die de ouderlijke macht uitoefent, en houdt de leerling op ingeschreven te zijn in de andere scholen. »

Art. 5. Het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan wordt gewijzigd als volgt :

— er wordt een artikel 22*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 22*bis*. Voor het schooljaar 2009-2010, voor de scholen die een rangschikkingsfase organiseren en waarop de bepaling bedoeld in artikel 80, § 1, vijfde lid, 1^o, en in artikel 88, § 1, vierde lid, 1^o van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, van toepassing is, wordt het aantal leerlingen bedoeld in artikel 22, § 1, die in een gemeenschappelijk eerste jaar ingeschreven zijn, berekend op grond van het aantal leerlingen die op de datum van 1 oktober 2009 regelmatig ingeschreven zijn. Het aldus berekende totaal aantal lestijden-leraar is vanaf 1 september 2009 van toepassing. »;

— aan artikel 23 wordt de volgende bepaling toegevoegd :

« Het aantal lestijden die op grond van artikel 22*bis* worden gekregen, wordt afgetrokken van het totaal aantal lestijden-leraar bedoeld in het eerste lid. »;

— aan artikel 23*bis* wordt de volgende bepaling toegevoegd :

« — wanneer het aantal leerlingen die de inrichting in het eerste jaar van de eerste graad kan ontvangen, wordt vermeerderd op grond van de bepaling betreffende de scholen die een rangschikkingsfase hebben georganiseerd zoals bedoeld ofwel in artikel 80, § 1, vijfde lid, 1^o, ofwel in artikel 88, § 1, vierde lid, 1^o. ».

Art. 6. Artikel 1 treedt in werking op 1 oktober 2009.

De artikelen 2, 3, 4 en 5 treden in werking op 1 april 2009.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel op 3 april 2009.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Vice-Presidente en Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek
en Internationale Betrekkingen,
Mevr. M.-D. SIMONET

De Vice-President en Minister van Begroting, Financiën, Ambtenarenzaken en Sport,
M. DAERDEN

De Minister van Leerplichtonderwijs,
C. DUPONT

De Minister van Cultuur en Audiovisuele Sector,
Mevr. F. LAANAN

De Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,
Mevr. C. FONCK

De Minister van Jeugd en Onderwijs voor Sociale Promotie,
M. TARABELLA

—
Nota

(1) *Zitting 2008-2009.*

Stukken van het Parlement. — Voorstel van decreet, nr. 684-1. — Commissieamendementen, nr. 684-2. — Tekst aangenomen door de commissie, nr. 684-3.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 24 maart 2009.

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2009 — 2124

[2009/202579]

30 AVRIL 2009. — Décret portant des dispositions en matière de fonction publique régionale (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Section 1^{re}. — Modifications apportées au décret du 22 janvier 1998
relatif au statut du personnel de certains organismes d'intérêt public

Article 1^{er}. L'article 1^{er} du décret du 22 janvier 1998 relatif au statut du personnel de certains organismes d'intérêt public, modifié en dernier lieu par les décrets des 3 juillet 2003 et 4 décembre 2003, est modifié comme suit :

1^o le 16^o "Centre wallon de Recherches agronomiques" est renuméroté en 17^o;

2^o l'article est complété par les 18^o et 19^o rédigés comme suit :

"18^o Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises;

19^o Commissariat général au Tourisme."

Art. 2. L'article 2*bis* du même décret, inséré par le décret-programme du 18 décembre 2003, est complété comme suit :

"3^o l'Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises."